RCS : NANTERRE
Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1994 B 06239
Numéro SIREN : 347 479 669
Nom ou dénomination : CESA

Ce dépôt a été enregistré le 09/08/2018 sous le numéro de dépôt 31493

Greffe du tribunal de commerce de Nanterre : dépôt N°31493 en date du 09/08/2018

GREFFE TRIBUNAL DE COMMERCE DE NANTERRE
- 9 AOUT 2018
DEPOT N° 31493.

N° 2050-SD 2018

(1) BILAN - ACTIF

Désignation de l'entreprise : CESA — Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois * 12

Adresse de l'entreprise : 37 ROUTE DE VAUGIRARD 92190 MEUDON — Durée de l'exercice précédent * 12

Numéro SIRET* 3 4 7 4 7 9 6 6 9 0 0 0 4 1 — Néant * ☐

Exercice N clos le : 31 12 2017

			Brut 1	Amortissements, provisions 2	Net 3
	Capital souscrit non appelé (I)	AA			
ACTIF IMMOBILISÉ* — IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB		AC	
	Frais de développement *	CX		CQ	
	Concessions, brevets et droits similaires	AF	256 637	AG 250 198	6 440
	Fonds commercial (1)	AH	1 443 030	AI	1 443 030
	Autres immobilisations incorporelles	AJ	12 196	AK	12 196
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN		AO	
	Constructions	AP		AQ	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	143 757	AS 127 287	16 470
	Autres immobilisations corporelles	AT	715 846	AU 428 497	287 349
	Immobilisations en cours	AV		AW	
	Avances et acomptes	AX		AY	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT	
	Autres participations	CU	1 000	CV	1 000
	Créances rattachées à des participations	BB		BC	
	Autres titres immobilisés	BD		BE	
	Prêts	BF	1 850	BG	1 850
	Autres immobilisations financières *	BH	83 275	BI	83 275
	TOTAL (II)	BJ	2 657 590	BK 805 982	1 851 608
ACTIF CIRCULANT — STOCKS*	Matières premières, approvisionnements	BL	316 086	BM	316 086
	En cours de production de biens	BN		BO	
	En cours de production de services	BP	1 478 026	BQ	1 478 026
	Produits intermédiaires et finis	BR		BS	
	Marchandises	BT		BU	
	Avances et acomptes versés sur commandes	BV		BW	
CRÉANCES	Clients et comptes rattachés (3)*	BX	10 069 610	BY 511 113	9 558 497
	Autres créances (3)	BZ	780 590	CA	780 590
	Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC	
DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres: .....)	CD		CE	
	Disponibilités	CF	2 343 414	CG	2 343 414
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3) *	CH	158 004	CI	158 004
	TOTAL (III)	CJ	15 145 730	CK 511 113	14 634 617
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW			
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM			
	Écarts de conversion actif * (VI)	CN			
	TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	17 803 320	IA 1 317 095	16 486 226

Renvois : (1) Dont droit au bail : — (2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes : CP 1 850 — (3) Part à plus d'un an : CR 675 599

Clause de réserve de propriété : * Immobilisations : — Stocks : — Créances :

1er EXEMPLAIRE DESTINÉ À L'ADMINISTRATION

© Sage

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032

N° 2051-SD 2018

(2) BILAN - PASSIF avant répartition

Désignation de l'entreprise : CESA — Néant ☐ *

			Exercice N
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 236 400)	DA	236 400
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB	670 301
	Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)	DC	
	Réserve légale (3)	DD	23 640
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE	
	Réserves réglementées (3) * (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)	DF	
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)	DG	1 087
	Report à nouveau	DH	2 415 622
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	1 109 961
	Subventions d'investissement	DJ	
	Provisions réglementées *	DK	
	TOTAL (I)	DL	4 457 011
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM	
	Avances conditionnées	DN	
	TOTAL (II)	DO	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP	
	Provisions pour charges	DQ	
	TOTAL (III)	DR	
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS	
	Autres emprunts obligataires	DT	
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	4 954
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)	DV	2 422 695
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW	43 417
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	6 422 580
	Dettes fiscales et sociales	DY	2 562 983
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ	
	Autres dettes	EA	67 013
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB	505 573
	TOTAL (IV)	EC	12 029 215
	Ecarts de conversion passif * (V)	ED	
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	16 486 226

RENVOIS			
(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital	IB	
(2)	Dont : Réserve spéciale de réévaluation (1959)	IC	
	Dont : Écart de réévaluation libre	ID	
	Dont : Réserve de réévaluation (1976)	IE	
(3)	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF	
(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	11 985 798
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH	4 954

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

1er EXEMPLAIRE DESTINÉ À L'ADMINISTRATION

© Sage

N° 2052-SD 2018

③ COMPTE DE RÉSULTAT DE L' EXERCICE (En liste)

Désignation de l'entreprise : CESA — Néant ☐ *

1er EXEMPLAIRE DESTINÉ À L'ADMINISTRATION

			Exercice N				
			France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *	FA		FB		FC	
	Production vendue biens *	FD		FE		FF	
	Production vendue services*	FG	30 978 360	FH		FI	30 978 360
	Chiffres d'affaires nets*	FJ	30 978 360	FK		FL	30 978 360
	Production stockée*					FM	709 066
	Production immobilisée*					FN	95 266
	Subventions d'exploitation					FO	8 547
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)					FP	161 008
	Autres produits (1) (11)					FQ	113
	Total des produits d'exploitation (2) (I)					FR	31 952 360
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*					FS	55
	Variation de stock (marchandises)*					FT	
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*					FU	9 677 590
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV	(45 328)
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*					FW	10 987 704
	Impôts, taxes et versements assimilés*					FX	423 250
	Salaires et traitements*					FY	5 546 479
	Charges sociales (10)					FZ	3 200 623
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations - dotations aux amortissements*					GA	64 839
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations - dotations aux provisions					GB	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur actif circulant : dotations aux provisions*					GC	1 010
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Pour risques et charges : dotations aux provisions					GD	
	Autres charges (12)					GE	237
	Total des charges d'exploitation (4) (II)					GF	29 856 460
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	2 095 900
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* (III)					GH	
opérations en commun	Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV)					GI	
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ	16
PRODUITS FINANCIERS	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK	
PRODUITS FINANCIERS	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	1 919
PRODUITS FINANCIERS	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM	
PRODUITS FINANCIERS	Différences positives de change					GN	
PRODUITS FINANCIERS	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO	
PRODUITS FINANCIERS	**Total des produits financiers (V)**					GP	1 935
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions*					GQ	
CHARGES FINANCIERES	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	480
CHARGES FINANCIERES	Différences négatives de change					GS	
CHARGES FINANCIERES	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT	
CHARGES FINANCIERES	**Total des charges financières (VI)**					GU	480
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	1 454
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	2 097 354

(RENVOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

© Sage

N° 2053-SD 2018

④ COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Suite)

Désignation de l'entreprise CESA — Néant ☐ *

			Exercice N
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	115 308
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB	7 243
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC	
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	122 552
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	114 725
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)	HG	110 685
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	225 410
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	(102 859)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	**(IX)**	HJ	267 383
Impôts sur les bénéfices *	**(X)**	HK	617 152
	TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	HL	32 076 847
	TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	HM	30 966 886
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	1 109 961
(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO	
(2) Dont	produits de locations immobilières	HY	
	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IG	
(3) Dont	- Crédit - bail mobilier *	HP	149 690
	- Crédit - bail immobilier	HQ	
(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IH	
(5)	Dont produits concernant les entreprises liées	IJ	
(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées	IK	
(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)	HX	
(6ter)	Dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC	
	Dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD	
(9)	Dont transferts de charges	A1	160 727
(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2	
(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3	
(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4	11
(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6 ____ obligatoires A9 ____		

RENVOIS

(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :	Exercice N Charges exceptionnelles	Exercice N Produits exceptionnels
Pénalités sur marchés	32 923	
Contraventions	3 468	
régularisations fournisseurs et divers	78 266	
régularisations fournisseurs		115 308
produits de cession immobilisations		7 243

(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :	Exercice N Charges antérieures	Exercice N Produits antérieurs
provisions créances douteuses	110 685	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032.

1er EXEMPLAIRE DESTINÉ À L'ADMINISTRATION

© Sage

ANNEXE AU BILAN ARRETE AU 31/12/2017

(Code du commerce - article 9 et 11 - Décret n°83-1020 du 29 novembre 1983 - article 7, 21, 24 début, 24-1°, 24-2° et 24-3°)

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2017 dont le total est de 16 486 226 € et au compte de résultat de l'exercice sous forme de liste, dont le total des produits est de 32 076 847 € et dégageant un bénéfice de 1 109 960.64 €.

Cet exercice a une durée de douze mois.

Les notes ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président le 14/05/18 .

RENSEIGNEMENTS DIVERS :

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :
- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif.
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

FILIALES ET PARTICIPATIONS : NEANT
la société CESA a absorbé la société CESA Inform. Système, après avoir acquis les 100 % des titres à la société CARRERA (TUP avec effet comptable au 01/10/2016). Cette absorption a généré un mali de 75 029 € qui a été comptabilisé en autres charges financi
Suite à l'absorption de la société CARRERA par CESACAP (transmission universelle de Patrimoine avec effet comptable au 11/10/2016), la société filiale CESA est détenue à 100% par CESACAP.

Jusqu'à l'exercice clos le 31 décembre 2014 inclus, CARRERA était la société de tête de groupe d'intégration fiscale composé des sociétés CARRERA, CESA, PERRIN B, Entreprise MEUSNIER, Etablissement DELETRE, et CESA Informatique Système. Depuis l'exercice ouvert le 1er janvier 2015, ces sociétés sont fiscalement intégrées dans CESACAP. Depuis l'exercice ouvert le 1er janvier 2015, CESACAP consolide les comptes du nouveau groupe constitué des sociétés CESACAP, CARRERA, CESA, PERRIN B, Entreprise MEUSNIER, Etablissement DELETRE, et CESA Informatique Système.

CICE :
Le CICE de 2017 a permis d'obtenir une somme de 261 501 euros permettant d'une part de maintenir le niveau d'emploi, et de faire des recrutements.

Engagements hors-bilan : indemnités de fin de carrière
Sont exclus de la base de calcul les ouvriers qui relèvent de la convention du BTP.
Les engagements à cinq ans au plus sont couverts par un contrat d'assurance spécifique conclu par la maison mère CESACAP pour l'ensemble des sociétés du groupe.
Les engagements à plus de cinq ans ne sont pas couverts, le groupe estimant que la probabilité de présence des effectifs concernés est très failbe au-delà de cinq ans.

© Sage

INFORMATIONS SUR LES MONTANTS INTRA-GROUPE (K€)

	MONTANTS
- CLIENTS	
- FOURNISSEURS	(372)
- C/C ACTIF	206
- C/C PASSIF	(2423)
TOTAL CREANCES ET DETTES (net)	(2589)
- CA	1
- MANAGEMENT FEES	(932)
- AUTRES ACHATS ET CH. EXTERNES	
- IMPOTS ET TAXES	
- INTERETS C/C NET	0
- TRANSFERTS DE CHARGES	0
TOTAL PRODUITS ET CHARGES (net)	(931)

© Sage

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes.

a) Reconnaissance du chiffre d'affaires et de la production

La société comptabilise le chiffre d'affaires et la production selon la méthode de l'avancement. À la clôture de chaque exercice, la direction réalise une revue des affaires en cours qui a pour objectif de calculer, affaire par affaire, l'écart éventuel entre le montant cumulé des factures déjà émises, enregistrées en comptabilité et adressées au client, et le montant cumulé des travaux réalisés évalués en prix de vente :

- lorsque le montant cumulé des factures déjà émises et adressées au client est inférieur au montant cumulé des travaux réalisés évalués en prix de vente, l'écart est comptabilisé à l'actif du bilan en travaux en cours ou en factures à émettre ;

- lorsque le montant cumulé des factures déjà émises et adressées au client est supérieur au montant cumulé des travaux réalisés évalués en prix de vente, l'écart est comptabilisé au passif du bilan en produits constatés d'avance.

b) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées pour leur coût d'achat. Les immobilisations amortissables sont amorties de manière linéaire selon leur durée de vie économique. Le cas échéant, les immobilisations non amortissables font l'objet d'une provision pour dépréciation à hauteur de la différence négative entre leur valeur de réalisation et leur valeur nette comptable.

c) Stocks (hors travaux en cours)

Les stocks en magasin ou sur chantiers (matériels et fournitures non encore mis en œuvre) sont valorisés au coût d'achat. Le cas échéant, ils font l'objet d'une provision pour dépréciation à hauteur de la différence négative entre leur valeur de réalisation et leur valeur nette comptable.

d) Créances clients (hors factures à émettre)

Les créances clients sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Lorsque la valeur de réalisation des créances clients, évaluée au moment de l'arrêté des comptes annuels, est inférieure à leur valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est enregistrée à hauteur de la différence négative entre leur valeur de réalisation et leur valeur nette comptable.

© Sage

Immobilisations

Période du 01/01/17 au 31/12/17

CESA

Tenue de compte EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	1 710 418		14 611
TOTAL immobilisations incorporelles :	**1 710 418**		**14 611**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel	157 915		9 990
Installations générales, agencements et divers	325 593		217 058
Matériel de transport	71 036		7 938
Matériel de bureau, informatique et mobilier	329 215		27 810
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	**883 758**		**262 796**
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	1 000		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	117 789		14 551
TOTAL immobilisations financières :	**118 789**		**14 551**
TOTAL GÉNÉRAL	**2 712 964**		**291 957**

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles		13 166	1 711 863	
TOTAL immobilisations incorporelles :		**13 166**	**1 711 863**	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels		24 147	143 757	
Inst. générales, agencements et divers		207 250	335 401	
Matériel de transport		20 812	58 161	
Mat. de bureau, informatique et mobil.		34 741	322 284	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :		**286 951**	**859 603**	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations			1 000	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières		47 215	85 125	
TOTAL immobilisations financières :		**47 215**	**86 125**	
TOTAL GÉNÉRAL		**347 331**	**2 657 590**	

© Sage

Amortissements

CESA

Période du 01/01/17 au 31/12/17

Tenue de compte EURO

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	**Montant début exercice**	**Augmentations dotations**	**Diminutions reprises**	**Montant fin exercice**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	248 161	15 202	13 166	250 198
TOTAL immobilisations incorporelles :	**248 161**	**15 202**	**13 166**	**250 198**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel	146 629	4 806	24 147	127 287
Inst. générales, agencements et divers	288 801	20 125	207 250	101 676
Matériel de transport	65 939	5 235	20 812	50 362
Mat. de bureau, informatique et mobil.	291 730	19 471	34 741	276 460
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	**793 098**	**49 636**	**286 951**	**555 784**
TOTAL GÉNÉRAL	**1 041 260**	**64 839**	**300 116**	**805 982**

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	**Amortissements linéaires**	**Amortissements dégressifs**	**Amortissements exceptionnels**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier			
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :			
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL			

© Sage

Provisions Inscrites au Bilan

CESA

Période du 01/01/17 au 31/12/17

Tenue de compte EURO

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour litiges				
Prov. pour garant. données aux clients				
Prov. pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Prov. pour pensions et obligat. simil.				
Provisions pour impôts				
Prov. pour renouvellement des immo.				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres prov. pour risques et charges				
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES				
Prov. sur immobilisations incorporelles				
Prov. sur immobilisations corporelles				
Prov. sur immo. titres mis en équival.				
Prov. sur immo. titres de participation				
Prov. sur autres immo. financières	0	(0)		
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	399 698	111 696	281	511 113
Autres provisions pour dépréciation				
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	**399 698**	**111 696**	**281**	**511 113**
TOTAL GÉNÉRAL	**399 698**	**111 696**	**281**	**511 113**

© Sage

État des Échéances des Créances et Dettes

CESA

Période du 01/01/17 au 31/12/17

Tenue de compte EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	1 850	1 850	
Autres immobilisations financières	83 275		83 275
TOTAL de l'actif immobilisé :	**85 125**	**1 850**	**83 275**
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux	675 599		675 599
Autres créances clients	9 394 011	9 394 011	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	6 407	6 407	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	13 325	13 325	
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée	217 590	217 590	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés	20 655	20 655	
État - Divers			
Groupe et associés	206 323	206 323	
Débiteurs divers	316 291	316 291	
TOTAL de l'actif circulant :	**10 850 200**	**10 174 601**	**675 599**
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	158 004	158 004	
TOTAL GÉNÉRAL	**11 093 329**	**10 334 455**	**758 874**

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine	4 954	4 954		
- à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	6 422 580	6 422 580		
Personnel et comptes rattachés	306 210	306 210		
Sécurité sociale et autres organismes	639 755	639 755		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	1 548 022	1 548 022		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	68 996	68 996		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés	2 422 695	2 422 695		
Autres dettes	67 013	67 013		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	505 573	505 573		
TOTAL GÉNÉRAL	**11 985 798**	**11 985 798**		

© Sage

Charges à Payer

CESA

Période du 01/01/17 au 31/12/17

Tenue de compte EURO

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	967 270
Dettes fiscales et sociales	165 452
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	4 954
Autres dettes	62 590
TOTAL	**1 200 265**

© Sage

Charges et Produits Constatés d'Avance

CESA

Période du 01/01/17 au 31/12/17

Tenue de compte EURO

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	158 004	505 573
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	**158 004**	**505 573**

© Sage

Produits à Recevoir

CESA

Période du 01/01/17 au 31/12/17

Tenue de compte EURO

MONTANT DES PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	16 670
Personnel	
Organismes sociaux	8 798
État	20 655
Divers, produits à recevoir	
Autres créances	316 291
Valeurs Mobilières de Placement	
Disponibilités	
TOTAL	**362 414**

© Sage

OLIVIER VALAT

DIPLÔMÉ DE L'INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS
EXPERT COMPTABLE INSCRIT AU TABLEAU DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES
COMMISSAIRE AUX COMPTES INSCRIT À LA COMPAGNIE RÉGIONALE DE LYON

Cesa
SAS au capital de 236'400 euros
37, route de Vaugirard - 92190 Meudon
347 479 669 RCS Nanterre

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2017

À l'associé unique

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par l'associé unique, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de la société Cesa relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017 tels qu'ils sont joints au présent rapport.
Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société Cesa à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.
Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.
Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Provision pour dépréciation des créances clients

Risque identifié - Au 31 décembre 2017, la valeur nette des créances clients (hors factures à émettre) est de K€9'541 au regard d'un total bilan de K€16'486. J'ai considéré que la valeur nette des créances clients est un point-clé de l'audit en raison de leur importance significative dans les comptes annuels de la société, et parce que la détermination de leur valeur de réalisation nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations.

Ma réponse - Comme il est indiqué dans l'annexe des comptes annuels, lorsque la valeur de réalisation des créances clients, évaluée au moment de l'arrêté des comptes annuels, est inférieure à leur valeur

7, PLACE BELLECOUR - 69002 LYON – FRANCE
TÉL. : 06 03 10 57 69 – EMAIL : olivier.valat@orange.fr

nette comptable, une provision pour dépréciation est enregistrée à hauteur de la différence négative entre leur valeur de réalisation et leur valeur nette comptable.
Dans ce cadre, j'ai examiné les modalités de mise en œuvre de l'évaluation des créances clients, et j'ai apprécié le caractère raisonnable des hypothèses, estimations et appréciations retenues, en effectuant notamment une revue des règlements clients reçus en période subséquente.

Évaluation des travaux en cours

Risque identifié - Au 31 décembre 2017, la valeur des travaux en cours est de K€1'478 au regard d'un total bilan de K€16'486. J'ai considéré que la valeur des travaux en cours est un point-clé de l'audit en raison de leur importance significative dans les comptes annuels de la société, et parce que la détermination de leur valeur de réalisation nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations.

Ma réponse - Comme il est indiqué dans l'annexe des comptes annuels, la société comptabilise le chiffre d'affaires et la production selon la méthode de l'avancement. À la clôture de chaque exercice, la direction réalise une revue des affaires en cours qui a pour objectif de calculer, affaire par affaire, l'écart éventuel entre le montant cumulé des factures déjà émises, enregistrées en comptabilité et adressées au client, et le montant cumulé des travaux réalisés évalués en prix de vente :
- lorsque le montant cumulé des factures déjà émises et adressées au client est inférieur au montant cumulé des travaux réalisés évalués en prix de vente, l'écart est comptabilisé à l'actif du bilan en travaux en cours ou en factures à émettre ;
- lorsque le montant cumulé des factures déjà émises et adressées au client est supérieur au montant cumulé des travaux réalisés évalués en prix de vente, l'écart est comptabilisé au passif du bilan en produits constatés d'avance.
Dans ce cadre, j'ai examiné les modalités de mise en œuvre de l'évaluation des travaux en cours, et j'ai apprécié le caractère raisonnable des hypothèses, estimations et appréciations retenues.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à la collectivité des associés

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.
Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents adressés à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.
En application de la loi, je me suis assuré que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.
Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.
Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies signifi-

catives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.
Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.
En outre :
– il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
– il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
– il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
– il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
– il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lyon, le 15 juin 2018



Olivier Valat

Bilan Actif

Période du 01/01/17 au 31/12/17

Tenue de compte EURO

CESA

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2017	Net (N-1) 31/12/2016
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	256 637	250 198	6 440	7 031
Concession, brevets et droits similaires	1 443 030		1 443 030	1 443 030
Fonds commercial	12 196		12 196	12 196
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :	**1 711 863**	**250 198**	**1 461 665**	**1 462 257**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	143 757	127 287	16 470	11 286
Installations techniques, matériel et outillage industriel	715 846	428 497	287 349	79 373
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	**859 603**	**555 784**	**303 818**	**90 659**
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	1 000		1 000	1 000
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	1 850		1 850	780
Autres immobilisations financières	83 275		83 275	117 009
TOTAL immobilisations financières :	**86 125**		**86 125**	**118 789**
ACTIF IMMOBILISÉ	**2 657 590**	**805 982**	**1 851 608**	**1 671 705**
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement	316 086		316 086	270 758
Stocks d'en-cours de production de biens	1 478 026		1 478 026	768 960
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :	**1 794 113**		**1 794 113**	**1 039 718**
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes	10 069 610	511 113	9 558 497	9 259 511
Créances clients et comptes rattachés	780 590		780 590	951 665
Autres créances				
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	**10 850 200**	**511 113**	**10 339 088**	**10 211 176**
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	2 343 414		2 343 414	1 748 619
Disponibilités	158 004		158 004	184 418
Charges constatées d'avance				
TOTAL disponibilités et divers :	**2 501 417**		**2 501 417**	**1 933 038**
ACTIF CIRCULANT	**15 145 730**	**511 113**	**14 634 617**	**13 183 932**
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL	**17 803 320**	**1 317 095**	**16 486 226**	**14 855 636**

© Sage

Bilan Passif

Période du 01/01/17 au 31/12/17

Tenue de compte EURO

CESA

RUBRIQUES			Net (N) 31/12/2017	Net (N-1) 31/12/2016
SITUATION NETTE				
Capital social ou individuel	dont versé	236 400	236 400	236 400
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...			670 301	670 301
Écarts de réévaluation	dont écart d'équivalence			
Réserve légale			23 640	23 640
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves			1 087	1 087
Report à nouveau			2 415 622	2 415 622
Résultat de l'exercice			1 109 961	645 874
	TOTAL situation nette :		**4 457 011**	**3 992 924**
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
	CAPITAUX PROPRES		**4 457 011**	**3 992 924**
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
	AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
DETTES FINANCIÈRES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires			4 954	4 185
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			2 422 695	2 820 954
Emprunts et dettes financières divers				
	TOTAL dettes financières :		**2 427 649**	**2 825 139**
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS			43 417	42 635
DETTES DIVERSES				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			6 422 580	5 764 911
Dettes fiscales et sociales			2 562 983	1 945 843
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes			67 013	3 959
	TOTAL dettes diverses :		**9 052 576**	**7 714 713**
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			505 573	280 226
	DETTES		**12 029 215**	**10 862 712**
Écarts de conversion passif				
	TOTAL GÉNÉRAL		**16 486 226**	**14 855 636**

© Sage

Compte de Résultat (Première Partie)

CESA

Période du 01/01/17 au 31/12/17

Tenue de compte EURO

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2017	Net (N-1) 31/12/2016
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	30 978 360		30 978 360	25 040 256
Chiffres d'affaires nets	**30 978 360**		**30 978 360**	**25 040 256**
Production stockée			709 066	294 265
Production immobilisée			95 266	
Subventions d'exploitation			8 547	4 150
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			161 008	282 799
Autres produits			113	7
PRODUITS D'EXPLOITATION			**31 952 360**	**25 621 477**
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]			55	129
Variation de stock de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			9 677 590	8 044 236
Variation de stock [matières premières et approvisionnements]			(45 328)	(37 271)
Autres achats et charges externes			10 987 704	8 629 221
TOTAL charges externes :			**20 620 021**	**16 636 314**
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			423 250	369 487
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			5 546 479	4 850 679
Charges sociales			3 200 623	2 775 339
TOTAL charges de personnel :			**8 747 103**	**7 626 017**
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			64 839	75 989
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			1 010	42 445
Dotations aux provisions pour risques et charges				
TOTAL dotations d'exploitation :			**65 849**	**118 435**
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			237	909
CHARGES D'EXPLOITATION			**29 856 460**	**24 751 162**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			**2 095 900**	**870 315**

Compte de Résultat (Seconde Partie)

CESA

Période du 01/01/17 au 31/12/17

Tenue de compte EURO

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2017	Net (N-1) 31/12/2016
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**2 095 900**	**870 315**
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation	16	18
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 919	867
Reprises sur provisions et transferts de charges		7 053
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	1 935	**7 938**
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	480	81 140
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	480	**81 140**
RÉSULTAT FINANCIER	**1 454**	**(73 201)**
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**2 097 354**	**797 113**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	115 308	30 043
Produits exceptionnels sur opérations en capital	7 243	32 767
Reprises sur provisions et transferts de charges		20 000
	122 552	**82 810**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	114 725	16 739
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		27 376
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	110 685	
	225 410	**44 115**
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	**(102 859)**	**38 695**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	267 383	37 263
Impôts sur les bénéfices	617 152	152 671
TOTAL DES PRODUITS	**32 076 847**	**25 712 225**
TOTAL DES CHARGES	**30 966 886**	**25 066 351**
BÉNÉFICE OU PERTE	**1 109 961**	**645 874**

© Sage

Annexe

ANNEXE AU BILAN ARRETE AU 31/12/2017

(Code du commerce - article 9 et 11 - Décret n°83-1020 du 29 novembre 1983 - article 7, 21, 24 début, 24-1°, 24-2° et 24-3°)

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2017 dont le total est de 16 486 226 € et au compte de résultat de l'exercice sous forme de liste, dont le total des produits est de 32 076 847 € et dégageant un bénéfice de 1 109 960.64 €.

Cet exercice a une durée de douze mois.

Les notes ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président le 14/05/18 .

RENSEIGNEMENTS DIVERS :

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :
- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif.
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

FILIALES ET PARTICIPATIONS : NEANT
la société CESA a absorbé la société CESA Inform. Système, après avoir acquis les 100 % des titres à la société CARRERA (TUP avec effet comptable au 01/10/2016). Cette absorption a généré un mali de 75 029 € qui a été comptabilisé en autres charges financi
Suite à l'absorption de la société CARRERA par CESACAP (transmission universelle de Patrimoine avec effet comptable au 11/10/2016), la société filiale CESA est détenue à 100% par CESACAP.

Jusqu'à l'exercice clos le 31 décembre 2014 inclus, CARRERA était la société de tête de groupe d'intégration fiscale composé des sociétés CARRERA, CESA, PERRIN B, Entreprise MEUSNIER, Etablissement DELETRE, et CESA Informatique Système.
Depuis l'exercice ouvert le 1er janvier 2015, ces sociétés sont fiscalement intégrées dans CESACAP. Depuis l'exercice ouvert le 1er janvier 2015, CESACAP consolide les comptes du nouveau groupe constitué des sociétés CESACAP, CARRERA, CESA, PERRIN B, Entreprise MEUSNIER, Etablissement DELETRE, et CESA Informatique Système.

CICE :
Le CICE de 2017 a permis d'obtenir une somme de 261 501 euros permettant d'une part de maintenir le niveau d'emploi, et de faire des recrutements.

Engagements hors-bilan : indemnités de fin de carrière
Sont exclus de la base de calcul les ouvriers qui relèvent de la convention du BTP.
Les engagements à cinq ans au plus sont couverts par un contrat d'assurance spécifique conclu par la maison mère CESACAP pour l'ensemble des sociétés du groupe.
Les engagements à plus de cinq ans ne sont pas couverts, le groupe estimant que la probabilité de présence des effectifs concernés est très failbe au-delà de cinq ans.

INFORMATIONS SUR LES MONTANTS INTRA-GROUPE (K€)

	MONTANTS
- CLIENTS	(372)
- FOURNISSEURS	206
- C/C ACTIF	(2423)
- C/C PASSIF	
TOTAL CREANCES ET DETTES (net)	(2589)
- CA	1
- MANAGEMENT FEES	(932)
- AUTRES ACHATS ET CH. EXTERNES	
- IMPOTS ET TAXES	0
- INTERETS C/C NET	0
- TRANSFERTS DE CHARGES	
TOTAL PRODUITS ET CHARGES (net)	(931)

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes.

a) Reconnaissance du chiffre d'affaires et de la production

La société comptabilise le chiffre d'affaires et la production selon la méthode de l'avancement. À la clôture de chaque exercice, la direction réalise une revue des affaires en cours qui a pour objectif de calculer, affaire par affaire, l'écart éventuel entre le montant cumulé des factures déjà émises, enregistrées en comptabilité et adressées au client, et le montant cumulé des travaux réalisés évalués en prix de vente :

- lorsque le montant cumulé des factures déjà émises et adressées au client est inférieur au montant cumulé des travaux réalisés évalués en prix de vente, l'écart est comptabilisé à l'actif du bilan en travaux en cours ou en factures à émettre ;

- lorsque le montant cumulé des factures déjà émises et adressées au client est supérieur au montant cumulé des travaux réalisés évalués en prix de vente, l'écart est comptabilisé au passif du bilan en produits constatés d'avance.

b) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées pour leur coût d'achat. Les immobilisations amortissables sont amorties de manière linéaire selon leur durée de vie économique. Le cas échéant, les immobilisations non amortissables font l'objet d'une provision pour dépréciation à hauteur de la différence négative entre leur valeur de réalisation et leur valeur nette comptable.

c) Stocks (hors travaux en cours)

Les stocks en magasin ou sur chantiers (matériels et fournitures non encore mis en œuvre) sont valorisés au coût d'achat. Le cas échéant, ils font l'objet d'une provision pour dépréciation à hauteur de la différence négative entre leur valeur de réalisation et leur valeur nette comptable.

d) Créances clients (hors factures à émettre)

Les créances clients sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Lorsque la valeur de réalisation des créances clients, évaluée au moment de l'arrêté des comptes annuels, est inférieure à leur valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est enregistrée à hauteur de la différence négative entre leur valeur de réalisation et leur valeur nette comptable.

Immobilisations

Période du 01/01/17 au 31/12/17

Tenue de compte EURO

CESA

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement	1 710 418		14 611
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :	**1 710 418**		**14 611**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	157 915		9 990
Installations techniques et outillage industriel	325 593		217 058
Installations générales, agencements et divers	71 036		7 938
Matériel de transport	329 215		27 810
Matériel de bureau, informatique et mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	**883 758**		**262 796**
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	1 000		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	117 789		14 551
TOTAL immobilisations financières :	**118 789**		**14 551**
TOTAL GÉNÉRAL	**2 712 964**		**291 957**

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement		13 166	1 711 863	
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :		**13 166**	**1 711 863**	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales		24 147	143 757	
Install. techn., matériel et out. industriels		207 250	335 401	
Inst. générales, agencements et divers		20 812	58 161	
Matériel de transport		34 741	322 284	
Mat. de bureau, informatique et mobil.				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :		**286 951**	**859 603**	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations			1 000	
Autres titres immobilisés		47 215	85 125	
Prêts et autres immo. financières				
TOTAL immobilisations financières :		**47 215**	**86 125**	
TOTAL GÉNÉRAL		**347 331**	**2 657 590**	

Amortissements

Période du 01/01/17 au 31/12/17

CESA

Tenue de compte EURO

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				250 198
Autres immobilisations incorporelles	248 161	15 202	13 166	
TOTAL immobilisations incorporelles :	**248 161**	**15 202**	**13 166**	**250 198**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				127 287
Installations techn. et outillage industriel	146 629	4 806	24 147	101 676
Inst. générales, agencements et divers	288 801	20 125	207 250	50 362
Matériel de transport	65 939	5 235	20 812	276 460
Mat. de bureau, informatique et mobil.	291 730	19 471	34 741	
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	**793 098**	**49 636**	**286 951**	**555 784**
TOTAL GÉNÉRAL	**1 041 260**	**64 839**	**300 116**	**805 982**

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier			
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :			
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL			

Provisions Inscrites au Bilan

Période du 01/01/17 au 31/12/17

CESA

Tenue de compte EURO

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour litiges				
Prov. pour garant. données aux clients				
Prov. pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Prov. pour pensions et obligat. simil.				
Provisions pour impôts				
Prov. pour renouvellement des immo.				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres prov. pour risques et charges				
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES				
Prov. sur immobilisations incorporelles				
Prov. sur immobilisations corporelles				
Prov. sur immo. titres mis en équival.				
Prov. sur immo. titres de participation	0	(0)		
Prov. sur autres immo. financières				
Provisions sur stocks et en cours	399 698	111 696	281	511 113
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciation				
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	**399 698**	**111 696**	**281**	**511 113**
TOTAL GÉNÉRAL	**399 698**	**111 696**	**281**	**511 113**

État des Échéances des Créances et Dettes

Période du 01/01/17 au 31/12/17

CESA

Tenue de compte EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations	1 850	1 850	
Prêts	83 275		83 275
Autres immobilisations financières			
TOTAL de l'actif immobilisé :	**85 125**	**1 850**	**83 275**
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux	675 599		675 599
Autres créances clients	9 394 011	9 394 011	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	6 407	6 407	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	13 325	13 325	
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée	217 590	217 590	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés	20 655	20 655	
État - Divers			
Groupe et associés	206 323	206 323	
Débiteurs divers	316 291	316 291	
TOTAL de l'actif circulant :	**10 850 200**	**10 174 601**	**675 599**
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	158 004	158 004	
TOTAL GÉNÉRAL	**11 093 329**	**10 334 455**	**758 874**

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine	4 954	4 954		
- à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	6 422 580	6 422 580		
Fournisseurs et comptes rattachés	306 210	306 210		
Personnel et comptes rattachés	639 755	639 755		
Sécurité sociale et autres organismes				
Impôts sur les bénéfices	1 548 022	1 548 022		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées	68 996	68 996		
Autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immo. et comptes rattachés	2 422 695	2 422 695		
Groupe et associés	67 013	67 013		
Autres dettes				
Dette représentat. de titres empruntés	505 573	505 573		
Produits constatés d'avance				
TOTAL GÉNÉRAL	**11 985 798**	**11 985 798**		

Charges à Payer

CESA

Période du 01/01/17 au 31/12/17

Tenue de compte EURO

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	967 270
Emprunts et dettes financières divers	165 452
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
Dettes fiscales et sociales	4 954
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	62 590
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	
TOTAL	**1 200 265**

Charges et Produits Constatés d'Avance

Période du 01/01/17 au 31/12/17

CESA

Tenue de compte EURO

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	158 004	505 573
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	**158 004**	**505 573**

Produits à Recevoir

CESA

Période du 01/01/17 au 31/12/17

Tenue de compte EURO

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	16 670
Créances clients et comptes rattachés	8 798
Personnel	20 655
Organismes sociaux	
État	316 291
Divers, produits à recevoir	
Autres créances	
Valeurs Mobilières de Placement	
Disponibilités	
TOTAL	**362 414**

Crédit-Bail

CESA

Période du 01/01/17 au 31/12/17

Tenue de compte EURO

RUBRIQUES	Terrains	Constructions	Installations matériel outillage	Autres	Total
Valeur d'origine				658 882	658 882
Amortissements :					
- cumuls exercices antérieurs				211 896	211 896
- dotations de l'exercice				147 485	147 485
TOTAL				**299 501**	**299 501**
REDEVANCES PAYÉES :				209 374	209 374
- cumuls exercices antérieurs				149 690	149 690
- dotations de l'exercice					
TOTAL				**359 064**	**359 064**
REDEV. RESTANT À PAYER :				121 179	121 179
- à un an au plus				179 065	179 065
- à plus d'un an et cinq ans au plus					
- à plus de cinq ans					
TOTAL				**300 244**	**300 244**
VALEUR RÉSIDUELLE				1 603	1 603
- à un an au plus				3 731	3 731
- à plus d'un an et cinq ans au plus					
- à plus de cinq ans					
TOTAL				**5 334**	**5 334**
Mont. pris en charge dans l'exercice					

Rappel : Redevance de crédit bail	149 690

Engagements Financiers

Période du 01/01/17 au 31/12/17

CESA

Tenue de compte EURO

ENGAGEMENTS DONNÉS	Montant
Effets escomptés non échus	2 726 792
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions, retraites et indemnités	
Autres engagements donnés :	
TOTAL	**2 726 792**

ENGAGEMENTS RECUS	Montant
Avals et cautions et garanties	
Autres engagements reçus :	
TOTAL	

Composition du Capital Social

Période du 01/01/17 au 31/12/17

ESA

Tenue de compte EURO

CATEGORIES DE TITRES	Nombre	Valeur nominale
1 - Actions ou parts sociales composant le capital soc. au début de l'exercice	3940	60
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice		
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice		
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	3940	60

CESA

Société par Actions Simplifiée
au capital de 236 400 euros

Siège social : 37 route de Vaugirard
92190 Meudon

347 479 669 RCS NANTERRE

AFFECTATION DU RESULTAT
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017
ET DECISION PRISE PAR L'ACTIONNAIRE UNIQUE
EN DATE DU 26 JUIN 2018

.....

DEUXIEME DECISION

L'actionnaire unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2017, s'élevant à 1 109 961 euros, à la distribution de dividendes à la société CESACAP.

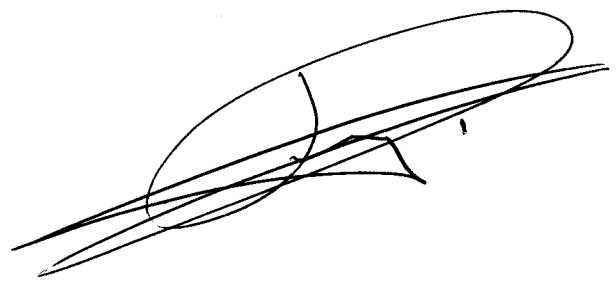
Au titre des informations obligatoires, il est précisé que les dividendes distribués par la société au cours des trois précédents exercices, et ceux dont la distribution est décidée, sont les suivants :

Dividendes distribués au titre de l'exercice clos le	Date de réunion de l'assemblée ou de la délibération ayant décidé la distribution	Montant total de la distribution	Distribution entrant dans le champ d'application de l'abattement (*)	Distribution exclue du droit à abattement
31/12/2014 (durée de 03 mois)	30/06/2015	158 409 euros	158 409 euros	Néant
31/12/2015 (durée de 12 mois)	28/06/2016	1 066 263 euros	1 066 263 euros	Néant
31/12/2016 (durée de 12 mois)	26/06/2017	645 874 euros	645 874 euros	Néant
31/12/2017 (durée de 12 mois)	26/06/2018	1 109 961 euros	1 109 961 euros	Néant

(*) Il est précisé que les distributions de dividendes entrant dans le champ d'application de l'abattement n'ouvrent droit à un abattement de 40 % qu'au profit des actionnaires personnes physiques résidant en France. La société CESACAP ne peut donc pas bénéficier de cet abattement de 40 %.

.....

Certifié conforme
Dominique PASQUOTTI
Président



CESA

Société par Actions Simplifiée
Au capital de 236 400 euros

Siège Social : 37 Route de Vaugirard
92190 MEUDON

347 479 669 RCS NANTERRE

RAPPORT DE GESTION DESTINE A L'ACTIONNAIRE UNIQUE EN VUE DE L'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

Cher actionnaire,

Le soussigné, Dominique PASQUOTTI, en qualité de Président a, en exécution des prescriptions légales, réglementaires et statutaires, établi le présent rapport de gestion :

➢ pour vous rendre compte de l'activité de votre société et des résultats de sa gestion durant l'exercice écoulé clos le 31 décembre 2017, et pour soumettre à votre approbation les comptes et annexes dudit exercice, l'affectation des résultats et enfin les conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de Commerce.

➢ et pour vous proposer une augmentation de capital réservée aux salariés en application des dispositions visées aux articles L.3332-18 à L.3332-24 du Code de Travail et à l'article L.225-129-6 du Code de Commerce, du fait que les actions détenues par le personnel de la société et des sociétés qui lui sont liées représentent moins de 3 % du capital.

Le rapport qui vous est présenté a pour but de compléter les éléments comptables en votre possession, afin de vous permettre de vous prononcer en toute connaissance de cause.

De plus, pendant la réunion, nous évoquerons toutes les questions que vous pouvez vous poser au sujet de cet exercice.

Seront abordés, au fil de ce rapport, les principaux points prévus par les dispositions législatives et réglementaires, sur lesquels toutes les informations doivent vous être données.

1 - SITUATION DE LA SOCIETE DURANT L'EXERCICE ECOULE

Au cours de cet exercice, notre société a réalisé un chiffre d'affaires net de 30 978 360 euros, contre 25 040 256 euros sur l'exercice précédent.

Nous vous rappelons que notre activité se développe dans le domaine de l'électricité générale.

En tenant compte du montant de la production stockée, des subventions d'exploitation, des reprises sur amortissements et provisions, et des transferts de charges, le total de nos produits d'exploitation s'établit à 31 952 360 euros, contre 25 621 477 euros sur l'exercice précédent.

Le poste "Achats de matières premières et autres approvisionnements" a atteint une somme de 9 677 590 euros, contre 8 044 236 euros sur l'exercice précédent.

La « Variation de stock » ressort à un montant négatif de 45 328 euros contre une variation négative de 37 271 euros sur l'exercice précédent.

Le poste "Autres achats et charges externes" s'élève à 10 987 704 euros, contre 8 629 221 euros sur l'exercice précédent.

Les "impôts, taxes et versements assimilés" s'élèvent à 423 250 euros, contre 369 487 euros sur l'exercice précédent.

La masse salariale de l'exercice s'élève à 5 546 479 euros, contre 4 850 679 euros sur l'exercice précédent.

Le personnel de la société comprend en moyenne un total de 155 personnes.

Le poste "Charges sociales" s'élève à 3 200 623 euros, contre 2 775 339 euros sur l'exercice précédent.

Les "dotations aux amortissements » s'élèvent à 64 839 euros, contre 75 989 euros sur l'exercice précédent.

Le poste « Autres charges » s'élève à 237 euros, contre 909 euros sur l'exercice précédent.

Le total de nos charges d'exploitation représente une somme de 29 856 460 euros, contre 24 751 162 euros sur l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation de l'exercice est un bénéfice de 2 095 900 euros, contre 870 315 euros sur l'exercice précédent.

Les produits financiers représentent une somme de 1 935 euros, contre 7 938 euros sur l'exercice précédent.

Les « charges financières » représentent une somme de 480 euros, contre 81 140 euros sur l'exercice précédent, dégageant ainsi un gain financier de 1 454 euros, contre une perte financière de 73 201 euros sur l'exercice précédent.

Nous avons comptabilisé des « produits exceptionnels » pour 122 552 euros, contre 82 810 euros sur l'exercice précédent, et des « charges exceptionnelles » pour 225 410 euros, contre 44 115 euros sur l'exercice précédent, soit une perte exceptionnelle de 102 859 euros, contre un bénéfice exceptionnel de 38 695 euros sur l'exercice précédent.

Le résultat de l'exercice est un bénéfice de 1 109 961 euros au 31 décembre 2017, contre 645 874 euros sur l'exercice précédent, après prise en compte de la participation des salariés pour un montant de 267 383 euros, contre 37 263 euros sur l'exercice précédent et un impôt sur les sociétés à hauteur d'un montant de 617 152 euros, contre 152 671 euros sur l'exercice précédent.

Au cours de cet exercice clos le 31 décembre 2017, nous avons investi dans de nouvelles immobilisations pour la somme de 277 407 euros.

Le stock de "matières premières, approvisionnements" s'élève à montant de 316 086 euros au 31 décembre 2017, contre 270 758 euros au 31 décembre 2016.

Les « en cours de production de services » s'élèvent à 1 478 026 euros au 31 décembre 2017, contre 768 960 euros au 31 décembre 2016.

Les "clients et comptes rattachés" s'élèvent à un montant net après dépréciation de 9 558 497 euros au 31 décembre 2017, contre 9 259 511 euros au 31 décembre 2016.

Les autres créances s'élèvent à 780 590 euros au 31 décembre 2017 (dont des avances en compte courant à différentes sociétés du groupe CESACAP pour un montant total de 206 323 euros), contre 951 665 euros au 31 décembre 2016.

Les "disponibilités" figurent au bilan pour 2 343 414 euros au 31 décembre 2017, contre 1 748 619 euros au 31 décembre 2016.

Des charges constatées d'avance sont comptabilisées pour 158 004 euros, contre 184 148 euros au 31 décembre 2016.

Nos relations avec les banques sont bonnes.

Les capitaux propres de notre société sont fortement positifs et sont d'un montant total de 4 457 011 euros au 31 décembre 2017, contre 3 992 924 euros au 31 décembre 2016.

Les "Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit" s'élèvent à 4 954 euros au 31 décembre 2017, contre 4 185 euros au 31 décembre 2016 (ils ne représentent que les frais de tenue de compte des banques du dernier trimestre).

Les dettes en compte courant s'élèvent à 2 422 695 euros au 31 décembre 2017, contre 2 820 954 euros au 31 décembre 2016.

Les avances et acomptes reçus sur commandes en cours s'élèvent à 43 417 euros au 31 décembre 2017, contre 42 635 euros au 31 décembre 2016.

Les "dettes fournisseurs et comptes rattachés" s'élèvent à 6 422 580 euros au 31 décembre 2017, contre 5 764 911 euros au 31 décembre 2016.

Les dettes fiscales et sociales s'élèvent à 2 562 983 euros au 31 décembre 2017, contre 1 945 843 euros au 31 décembre 2016.

Les autres dettes s'élèvent à 67 013 euros au 31 décembre 2017, contre 3 959 euros au 31 décembre 2016.

Des produits constatés d'avance sont comptabilisés pour 505 573 euros au 31 décembre 2016, contre 280 226 euros au 31 décembre 2016.

Les dettes fournisseurs sont toutes payables à moins d'un an. Plutôt que par date d'échéance, elles sont ventilées ci-après par date de facture, ce qui permet de mieux apprécier le respect des obligations fixées par la loi LME :

	31/12/2017	**31/12/2016**
Factures non parvenues	967 270 euros	308 900 euros
Octobre	1 008 300 euros	846 700 euros
Novembre	1 962 000 euros	2 035 100 euros
Décembre	2 328 400 euros	2 207 200 euros
Factures de plus de 3 mois	171 010 euros	100 300 euros
Fournisseurs intra-groupe	7 800 euros	265 600 euros
Fournisseurs débiteurs	-22 200 euros	-4 900 euros
Total (arrondis)	**6 422 580 euros**	**5 764 900 euros**

2 - EVOLUTION PREVISIBLE DE LA SOCIETE

Une reprise de l'activité à partir du deuxième semestre 2017, confirmé par l'augmentation de notre carnet de commande, nous permet de penser que l'année 2018 sera en progression conformément à nos prévisions.

3 - EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE ET CELLE DE L'ETABLISSEMENT DE CE RAPPORT

Un deuxième Directeur Général, Monsieur Fabrice GATE, a été nommé pour une durée indéterminée, par une délibération en date du 19 avril 2018.

4 - ACTIVITE DE LA SOCIETE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

Notre société n'a engagé aucune dépense de recherche et de développement.

5 - PRESENTATION DE NOS COMPTES

Les comptes qui vous sont soumis ont été établis en conformité avec le Plan Comptable révisé et nos méthodes d'évaluation et de présentation de nos postes de bilan n'ont plus varié.

6 - ASPECTS JURIDIQUES

Il est rappelé que la délibération du 17 juillet 2007 a transformé notre société en société par actions simplifiée et a maintenu Monsieur Dominique PASQUOTTI au poste de Président de la société, pour une durée indéterminée.

Les Commissaires aux Comptes Titulaire et Suppléant ont été nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 7 février 2012 pour une durée de six exercices. Ils ont été renouvelés par l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 26 juin 2017 pour une durée de six exercices qui viendra à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022 et qui se réunira au plus tard le 26 juin 2023.

Monsieur Yannick ROUSSEL a été nommé Directeur Général par une délibération en date du 21 avril 2009.

Un deuxième Directeur Général, Monsieur Fabrice GATE, a été nommé pour une durée non limitée, par une délibération en date du 19 avril 2018.

Nous n'avons plus de procès (prud'hommes) en cours.

Le montant du capital social est fixé à la somme de 236 400 euros, divisé en trois mille neuf cent quarante (3 940) actions de soixante (60) euros chacune, numérotées de 1 à 3 940, souscrites et intégralement libérées en numéraire. Il est détenu à 100 % par la société CESACAP.

7 - *FRANCHISSEMENT DES SEUILS DE PARTICIPATION*

Aucune information particulière n'a été donnée quant à une prise de participation dans le capital de la société CESA d'une société ayant son siège sur le Territoire de la République représentant plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié du capital d'une société ayant son siège sur le Territoire de la République, au cours de l'exercice dont les comptes sont analysés dans ce rapport.

Conformément aux dispositions de l'alinéa 2 de l'article L 233-6 du Code de Commerce, nous vous informons que nous n'avons aucune filiale et participation.

Conformément aux termes de l'article L 233-13 du Code de Commerce, et dans le cadre des informations relatives au contrôle direct ou indirect d'une société par une Société par Actions, nous vous informons que la société CESACAP détient 100% du capital de la société CESA.

L'activité de la société CESACAP consiste à prendre des participations dans des sociétés, à gérer et animer ces participations et à fournir des prestations de services aux entreprises.

8 – *PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL*

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102 du Code de Commerce, il est indiqué ci-après l'état de la participation des salariés au capital social au dernier jour de l'exercice écoulé, soit le 31 décembre 2017 :

- par le personnel de la société : Néant,
- par le personnel des sociétés qui lui sont liées : Néant.

9 – *PLAN D'OPTION DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS*

Conformément aux dispositions des articles L.225-184 et R.222-144 du Code de Commerce, nous vous informons qu'il n'existe aucun plan d'option de souscription portant sur les actions de notre société.

10 - DEPENSES NON DEDUCTIBLES

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, nous avons l'obligation de soumettre à votre approbation le montant global des dépenses et charges somptuaires (article 39-4 du Code Général des Impôts) ainsi que le montant de l'impôt supporté à raison de ces dépenses.

Il est rappelé que les charges non déductibles visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts et reportées dans le tableau des réintégrations, se rapportent aux amortissements excédentaires et autres dépenses non déductibles, pour 86 097 euros. L'impôt sur les sociétés supporté à raison de ces charges non déductibles s'élève à 28 699 euros.

11 - AFFECTATION DES RESULTATS

Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017, soit 1 109 961 euros, à la distribution de dividendes à la société CESACAP.

Au titre des informations obligatoires, il est précisé que les dividendes distribués par la société au cours des trois précédents exercices, et ceux dont la distribution est proposée, sont les suivants :

Dividendes distribués au titre de l'exercice clos le	**Date de réunion de l'assemblée ou de la délibération ayant décidé la distribution**	**Montant total de la distribution**	**Distribution entrant dans le champ d'application de l'abattement (*)**	**Distribution exclue du droit à abattement**
31/12/2014 (durée de 03 mois)	30/06/2015	158 409 euros	158 409 euros	Néant
31/12/2015 (durée de 12 mois)	28/06/2016	1 066 263 euros	1 066 263 euros	Néant
31/12/2016 (durée de 12 mois)	26/06/2017	645 874 euros	645 874 euros	Néant

31/12/2017 (durée de 12 mois)	26/06/2018	1 109 961 euros	1 109 961 euros	Néant

(*) Il est précisé que les distributions de dividendes entrant dans le champ d'application de l'abattement n'ouvrent droit à un abattement de 40 % qu'au profit des actionnaires personnes physiques résidant en France. La société CESACAP ne peut donc pas bénéficier de cet abattement de 40 %.

Nous sommes à votre disposition pour vous fournir tous autres éléments dont vous pourriez avoir besoin et vous invitons à émettre un vote favorable au texte des résolutions qui vous a été soumis.

Dominique PASQUOTTI
Président

